



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/24848
24 novembre 1992
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOUVEAU RAPPORT PRESENTE PAR LE SECRETAIRE GENERAL AU CONSEIL DE SECURITE EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 743 (1992)

INTRODUCTION

1. Le présent rapport est soumis au Conseil de sécurité en application de la résolution 743 (1992) du 21 février 1992 et de toutes les résolutions ultérieures relatives à la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU). Il a pour objet d'informer le Conseil des progrès réalisés par la FORPRONU dans l'accomplissement du mandat qui lui a été confié, principalement en Croatie, dans le cadre du plan de maintien de la paix des Nations Unies (S/23280, annexe III), ainsi que dans l'application des résolutions que le Conseil a adoptées par la suite en ce qui concerne les activités de la FORPRONU en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Dans le présent rapport, le Secrétaire général informe le Conseil de sécurité de l'évolution de la situation depuis le dépôt de son précédent rapport sur ces questions, le 28 septembre 1992 (S/24600). Il fait état des renseignements dont disposait le Secrétariat le 20 novembre 1992 à 9 heures, heure de New York.

I. DEPLOIEMENT DE LA FORPRONU

2. Depuis mon rapport du 28 septembre 1992 (S/24600), la FORPRONU a déployé des effectifs supplémentaires en vue d'accomplir les nouvelles missions que lui a confiées le Conseil de sécurité, à savoir :

a) En Bosnie-Herzégovine, fournir, en application de la résolution 776 (1992) un appui en vue d'assurer la protection nécessaire à l'acheminement de l'assistance humanitaire, ainsi qu'il est indiqué dans le rapport dont j'ai saisi le Conseil le 10 septembre 1992 (S/24540);

b) Dans la région de Prevlaka en Croatie, effectuer, en application de la résolution 779 (1992), la mission de surveillance visée dans le rapport dont j'ai saisi le Conseil le 28 septembre 1992;

c) En Bosnie-Herzégovine, en Croatie et dans la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), effectuer, conformément à la résolution 781 (1992), les opérations de surveillance des aéroports qui sont décrites dans mon rapport au Conseil en date du 5 novembre 1992 (S/24767) et auxquelles le Conseil de sécurité a souscrit dans sa résolution 786 (1992);

d) Au barrage de Peruca, situé en Croatie dans l'une des "zones roses" jouxtant le secteur sud des Zones protégées par les Nations Unies (ZPNU), exécuter les tâches décrites dans mon rapport du 28 septembre 1992 et approuvées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 779 (1992).

3. Le 30 septembre, j'ai annoncé la nomination de M. Cedric Thornberry en qualité de chef adjoint de la mission. Il continuera d'exercer ses fonctions de directeur des affaires civiles, tout en étant également l'adjoint du commandant de la Force, le général de corps d'armée Satish Nambiar (Inde). J'ai également annoncé que le général de division Philippe Morillon (France), commandant en second de la Force depuis le début de la mission, dirigerait l'opération élargie de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine, sous le commandement du général Nambiar, et serait remplacé par le général de division Robert Goudreau (Canada) au poste de commandant en second de la Force. Ces nominations sont effectives depuis le 15 octobre 1992.

4. Le déploiement du Commandement de la Bosnie-Herzégovine (CBH) s'est poursuivi pendant pratiquement toute la période considérée, comme il est expliqué en détail aux paragraphes 30 à 35 du présent rapport.

5. Onze observateurs militaires des Nations Unies, ainsi que des membres de la Mission de vérification de la Communauté européenne, sont déployés dans la région de Dubrovnik et de Prevlaka.

6. Par ailleurs, 34 observateurs militaires des Nations Unies ont été déployés dans les aéroports en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et en République fédérative de Yougoslavie, en application de la résolution 786 (1992), ainsi que j'en ai informé le Conseil dans ma lettre du 13 novembre 1992 (S/24810); ils seront prochainement relevés par 75 nouveaux observateurs militaires. Ce déploiement a été autorisé en dépit des difficultés financières. J'étais d'avis que le contrôle de l'interdiction des vols militaires dans l'espace aérien de la Bosnie-Herzégovine constituait une activité découlant de la session de Londres de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie et qu'elle devait être, en tant que telle, financée par les Etats fournissant le personnel militaire requis. Comme l'autre Coprésident de la Conférence ne partageait pas ce point de vue, j'ai décidé d'inscrire le coût de cette opération au budget de la FORPRONU, dont l'Assemblée générale est actuellement saisie.

7. Certains éléments (équivalant à environ une compagnie) du bataillon kényen sont actuellement déployés au barrage de Peruca et dans ses alentours immédiats. Le commandant de la Force a chargé l'officier du génie du secteur sud de diriger provisoirement les opérations du barrage et de coordonner le contrôle assuré par la FORPRONU.

/...

8. En raison des difficultés rencontrées pour obtenir l'accord des autorités locales serbes, aucun effectif n'a encore été déployé le long des frontières internationales qui coïncident avec celles des ZPNU pour y assurer les contrôles de douane et d'immigration (voir par. 21 et 22 du présent rapport).

9. Comme le déploiement des éléments mentionnés plus haut sera achevé, les effectifs sur place s'élèveront à plus de 22 000 personnes, ce qui fera de la FORPRONU la plus vaste opération de maintien de la paix entreprise jusqu'à ce jour par l'ONU.

II. QUESTIONS RELATIVES AUX OPERATIONS : LA CROATIE

A. Violations du cessez-le-feu

10. Des violations du cessez-le-feu commises à l'aide d'armes de petit calibre et de mitrailleuses lourdes continuent d'être signalées dans tous les secteurs, à la limite des ZPNU et dans les "zones roses". De plus en plus fréquentes, notamment dans le secteur est et dans les "zones roses" qui jouxtent le secteur sud, elles ont contribué à aggraver la tension.

B. Démilitarisation

11. Comme je l'ai signalé le 28 septembre (S/24600), les premières étapes de la démilitarisation se sont déroulées sans heurts, l'Armée populaire yougoslave (JNA) s'étant retirée des ZPNU et une grande partie des forces de défense territoriales ayant été démobilisée. Mais l'attitude des autorités de la soi-disant "République serbe de Krajina" (les "autorités de Knin") a empêché la démilitarisation complète des ZPNU qui était prévue par le plan. Les autorités en question ont remplacé la JNA et les forces de défense territoriales par des milices serbes à composition très hétérogène, constituées notamment d'anciens soldats de la JNA et des forces de défense territoriales et d'éléments irréguliers. Ces milices, qui comptent peut-être au total plus de 16 000 hommes, sont équipées de véhicules blindés de transport de troupes, de mortiers, de mitrailleuses et d'autres armes prohibées par le plan de maintien de la paix. Les autorités de Knin prétendent parfois qu'il s'agit de forces de police, mais la FORPRONU rejette cette appellation; en effet, ces forces n'ont été ni entraînées, ni équipées pour des missions de police, qu'elles n'effectuent d'ailleurs pas. En fait, elles sont souvent déployées le long des limites des ZPNU et des "zones roses" ou, en violation flagrante du plan, elles sont utilisées comme forces paramilitaires. Les autorités de Knin continuent d'affirmer que leur présence est nécessaire pour protéger les zones sous contrôle serbe contre les attaques et les infiltrations de l'armée croate. Ces derniers mois, l'armée croate a, de son côté, maintenu, voire redéployé certaines de ses troupes le long de la ligne d'affrontement. Il en est résulté des accrochages, des violations du cessez-le-feu et des provocations armées incessants le long de la ligne, qui aggravent la tension et font le jeu des activistes des deux bords.

/...

12. Bien que les Coprésidents du Comité directeur de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, M. Vance et Lord Owen, le Secrétaire général adjoint, M. Goulding, le commandant de la FORPRONU et les principaux responsables de la force soient intervenus au plus haut niveau, tant à Belgrade qu'auprès des différentes autorités locales, les efforts visant à démobiliser ces éléments en sont toujours au point mort. Les Présidents Cosic et Milosevic, de même que le Premier Ministre Panic, ont promis d'user de leur influence et de leur autorité pour débloquer la situation, en précisant toutefois qu'ils ne pouvaient exercer aucun contrôle effectif sur les autorités locales serbes en place dans les ZPNU. Pour leur part, mes représentants ont souligné que le Conseil de sécurité continuait de tenir les autorités de Belgrade pour responsables de la mise en oeuvre du plan de maintien de la paix, responsabilité que lesdites autorités avaient accepté d'assumer. Etant donné en particulier qu'une grande partie des ZPNU restent, sur le plan économique, très fortement tributaires de l'ex-Yougoslavie, il y a tout lieu de croire que les autorités de Belgrade pourraient, si elles le voulaient, prendre des mesures susceptibles d'avoir un effet très persuasif sur les autorités locales serbes.

13. Les autorités locales ont elles aussi pris des engagements qu'elles n'ont d'ailleurs pas remplis. Bien au contraire, certaines informations donnent à penser que leurs "milices spéciales" ont été renforcées au cours de ces dernières semaines. Dans le secteur est, ces éléments armés s'élèveraient maintenant, d'après les estimations de la FORPRONU, à au moins 5 000 hommes. On ne sait pas exactement s'ils relèvent essentiellement des autorités de Vukovar, de Knin ou de Belgrade. Dans une lettre qu'il a adressée au général Nambiar et à M. Thornberry le 10 novembre, le soi-disant "Président de la Commission d'Etat pour la coopération avec la FORPRONU" des autorités de Knin, M. Zdravko Zecezevic, a déclaré que les contingents de la FORPRONU avaient pour rôle de veiller à ce que les ZPNU restent démilitarisées et à protéger tous les habitants de ces zones contre les menaces d'attaques armées, et qu'à son avis, c'était là l'essence même du plan Vance. Il a toutefois ajouté que les violations du cessez-le-feu commises par l'armée croate expliquaient on ne peut plus clairement le ralentissement du processus de démilitarisation, et que dans ces circonstances, insister sur la démilitarisation comme le faisait la FORPRONU revenait à priver la population serbe des ZPNU de son droit fondamental de légitime défense. M. Zecezevic a en outre précisé que si la FORPRONU ne prenait pas toutes les mesures requises pour assurer la protection des Serbes et n'adoptait pas une attitude plus ferme face aux violations croates du cessez-le-feu, il serait extrêmement difficile de poursuivre le processus de démilitarisation.

14. Faisant remarquer que la FORPRONU n'avait ni le pouvoir ni les moyens de remédier à la situation par la coercition, le Gouvernement croate a exprimé son mécontentement et indiqué qu'il souhaitait que le mandat de la Force soit revu. En outre, des membres du Gouvernement croate ont affirmé publiquement, et à plusieurs reprises, qu'ils reprendraient unilatéralement le contrôle des ZPNU. Ces déclarations ont toujours eu des effets extrêmement déstabilisateurs sur les zones en question. Dans sa réponse du 11 novembre 1992, adressée au

/...

commandant de la FORPRONU qui lui avait demandé par lettre de l'aider à prévenir les violations des dispositions du plan, le Premier Ministre et Ministre de la défense de la République fédérative de Yougoslavie, M. Milan Panic, avait fait allusion aux "fréquentes violations de l'accord commises par les troupes de la République de Croatie, et en particulier au fait que celle-ci avait menacé de recourir à la force pour obtenir le retour des réfugiés de nationalité croate dans le secteur est, avant qu'une solution politique définitive ne soit trouvée". M. Panic avait demandé instamment à la FORPRONU de faire pression sur les autorités croates pour que celles-ci respectent les accords conclus. La FORPRONU est donc confrontée à la situation suivante : le Gouvernement fédéral de Belgrade est apparemment incapable de l'aider, les autorités locales serbes des ZPNU font de l'obstruction, la partie croate hausse le ton et prend des décisions hardies, et les autorités locales renforcent les contre-mesures telles que la mobilisation. Ces obstacles font constamment échec aux efforts que déploie la FORPRONU pour exécuter le plan qui, sans le concours des différentes autorités locales, a peu de chances d'aboutir.

C. Actes de terrorisme

15. Le secteur ouest, qui est en partie sous contrôle croate et en partie sous contrôle serbe, est le seul où une démilitarisation complète a eu lieu. Il continue à être relativement calme, bien que des actes de terrorisme à motivation ethnique s'y poursuivent. Dans les trois autres secteurs, cependant, la police signale chaque jour que des meurtres sont commis, que des maisons sont incendiées et démolies, que des églises sont détruites, que du bétail et d'autres animaux domestiques sont tués et que des vols à main armée et des actes d'agression sont perpétrés, les victimes appartenant habituellement aux minorités nationales. Du fait que certaines zones ne sont pratiquement plus habitées que par des éléments âgés de ces minorités, il est particulièrement affligeant de constater que les attaques armées sont souvent dirigées contre le domicile et les biens de femmes très âgées. Ces attaques sont souvent commises par des groupes d'hommes en uniforme, parfois masqués, munis d'armes automatiques. Dans certaines parties du secteur sud, la police civile de la Force signale que la terreur est si répandue que les habitants passent la nuit dans les bois. La seule évolution positive au cours de ces dernières semaines réside peut-être dans la diminution des meurtres et, dans le secteur est, des actes de cruauté ayant pour but le "nettoyage ethnique". La plupart des zones où la FORPRONU est déployée sont contrôlées par les Serbes et, dans leur grande majorité, ces crimes sont perpétrés contre des Croates. Des actes d'intimidation continuent également d'être commis, quoiqu'un peu moins fréquemment, contre des Serbes se trouvant dans la partie sous contrôle croate du secteur ouest.

16. Dans les zones des ZPNU contrôlées par les Serbes, la police civile locale semble pratiquement impuissante et l'ordre public s'est pour ainsi dire désintégré. Bien entendu, la police civile de la Force n'est pas habilitée à faire appliquer la loi, son rôle essentiel se bornant à surveiller les activités de la police locale. Celle-ci compte dans ses rangs des officiers de police bien entraînés et pleinement conscients des règles de leur

/...

profession qui, à plusieurs occasions, ont fait part à la police civile de la Force de leur frustration devant la situation présente. En fait, certains ont indiqué que les actes d'intimidation commis par les membres de la "milice spéciale" visent non seulement les Croates qui sont encore sur place, mais aussi eux-mêmes, ainsi que les Serbes "modérés". Ni la composante militaire de la FORPRONU ni la police civile de la Force, avec leurs maigres ressources, n'ont été créées dans le but de rétablir l'ordre public; une telle mission ne leur a d'ailleurs pas été confiée. Cependant, la police civile de la Force est de plus en plus considérée par la population locale comme la source légitime d'autorité et, en dépit de son manque de pouvoir d'exécution, la confiance qu'elle inspire à tous les secteurs de la collectivité n'a cessé de grandir.

D. Retour des réfugiés et des personnes déplacées

17. Dans trois des quatre secteurs, aucun mouvement discernable de retour n'a commencé, alors même que le rapatriement volontaire est au coeur du plan de maintien de la paix. Cette situation est très préoccupante non seulement pour les individus concernés, mais aussi pour la FORPRONU, qui a été obligée à maintes reprises de déclarer que les conditions ne se prêtaient pas encore à un tel retour. Dans le processus envisagé, un rôle moteur a été confié au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui a travaillé avec la FORPRONU, le Gouvernement croate et les autorités locales pour faciliter les rapatriements. Cependant, comme on l'a indiqué plus haut, la sécurité voulue n'existe pas dans les secteurs est, nord et sud. Un mécanisme quadripartite a été mis en place sous les auspices de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie pour faciliter ces rapatriements, mais comme je l'ai indiqué dans mon rapport du 28 septembre (S/24600), la première mesure à prendre consiste à désarmer et démobiliser la "milice spéciale".

18. Cette thèse est confirmée par les efforts que déploie la FORPRONU dans le secteur ouest, où le programme destiné à permettre aux personnes déplacées de se rendre dans leur village et leur ancien domicile s'est accéléré avec la coopération des deux ensembles d'autorités locales. Jusqu'à présent, près de 2 000 personnes ont pu se rendre, sous la protection de la FORPRONU, dans leur ancien domicile, dans plus de 50 villages, et la restauration progressive de la confiance entre les anciens habitants et les habitants actuels est bien avancée. La FORPRONU a bénéficié de la coopération du Centre des Nations Unies pour le développement social et les affaires humanitaires, à Vienne, dans le cadre d'un projet de développement communautaire financé par le PNUD. Dans certaines zones, la reconstruction des logements endommagés pourra bientôt commencer et, à cet effet, le Gouvernement autrichien a généreusement offert de fournir 500 logements temporaires à ceux qui prennent part à ce processus difficile et délicat. Pour que ce mouvement de retour se poursuive, il faut également remettre en état les équipements collectifs dans ces zones. La distribution de l'eau et de l'électricité et les autres services publics ont été gravement mis à mal durant le conflit, et l'aide internationale sera une condition essentielle de leur rétablissement.

/...

19. Des éléments extrémistes des deux parties restent pourtant présents dans le secteur ouest. La police croate a souvent joué un rôle d'intimidation qui a donné lieu à de vigoureuses protestations de la FORPRONU. Là où les autorités locales considèrent cependant qu'il est dans leur intérêt de coopérer avec elle, même sur une question aussi complexe que le retour des personnes déplacées, et ont l'appui du gouvernement central, beaucoup peut être accompli, la frange extrémiste étant alors isolée et réduite à une relative impuissance. Il faut ajouter cependant qu'en dépit de cette situation relativement favorable, les retours définitifs sont peu nombreux, et il est encore trop tôt pour dire avec certitude quel sera le succès du programme de rapatriement dans le secteur ouest. Le 14 novembre, après la visite du général Radko Mladic, commandant des forces serbes en Bosnie-Herzégovine, et de M. Milan Martić, "Ministre de l'intérieur" des autorités de Knin, ces dernières ont fait connaître au commandant de secteur de la FORPRONU leur intention de rétablir dans le secteur ouest une situation proche de celle que l'on constate ailleurs dans les ZPNU. Récemment, les visites sur place ont été ralenties, les habitants ayant exprimé la crainte de voir le programme augmenter encore la tension et la violence.

20. Il a été question ci-dessus du rôle destructeur que peuvent jouer les extrémistes lors du processus complexe que représente le retour des populations dans leur village et leur foyer, peu après la fin d'un conflit tragique. Ces extrémistes jouent entre eux à la surenchère, comme la FORPRONU l'a observé à plusieurs reprises depuis mon deuxième rapport du 28 septembre (S/24600). Dans tous les cas, l'initiative est venue de certains responsables politiques croates. La Croatie, qui connaît de graves difficultés économiques, n'en a pas moins accueilli plusieurs centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées, lesquels veulent à juste titre regagner leurs foyers et quitter leurs abris temporaires. Certains responsables politiques ont épaulé des mouvements réclamant le retour dans les ZPNU dans des délais fixés, pour organiser ensuite des rapatriements massifs. A tous les niveaux, la FORPRONU a souligné que les conditions élémentaires de sécurité n'existaient pas pour de tels retours en masse et que les tentatives faites jusqu'à présent à grands renforts de publicité ne pouvaient qu'exacerber les tensions et, à long terme, provoquer de nouvelles tragédies. C'est ainsi que, dans la région d'Osijek, le 30 septembre, un officier supérieur a envenimé les choses en déclarant publiquement que l'armée croate appuierait ces retours et accompagnerait les convois de rapatriés. Des événements de ce genre ont causé de graves tensions dans le secteur est où devaient se diriger les personnes déplacées et ont vivement alarmé la population serbe (la peur continue d'ailleurs de régner des deux côtés) dans les ZPNU, ce qui a servi de justification et de prétexte au renforcement de la mobilisation des milices serbes et à la persécution des non-Serbes. La FORPRONU et le Gouvernement croate ont fini par dénouer les tensions, mais cette situation a eu des conséquences extrêmement néfastes, anéantissant une grande partie des efforts patiemment déployés par la FORPRONU depuis plusieurs mois.

/...

E. Contrôle des frontières

21. Dans mon rapport du 27 juillet 1992 (S/24353), j'ai souligné que depuis que le Conseil de sécurité avait approuvé le plan de maintien de la paix, il était devenu nécessaire que la FORPRONU surveille les points de franchissement des frontières internationales le long des ZPNU. Le 7 août 1992, dans sa résolution 769 (1992), le Conseil de sécurité a approuvé ma proposition dans ce sens. Depuis, j'ai fait établir une étude technique complète de tous les moyens et modalités nécessaires pour mettre en oeuvre ce processus complexe, sans précédent dans les opérations des Nations Unies, et un rapport détaillé m'a été communiqué sur cette question. Il y est confirmé que le projet est techniquement réalisable et peut effectivement être mis en oeuvre avec des moyens civils moins importants que ceux qui m'avaient été indiqués comme nécessaires. Il faudra en revanche accroître les effectifs militaires de plus de 350 hommes. Néanmoins, il n'a pas été possible jusqu'à présent d'appliquer la solution recommandée car les autorités de Knin ont de leur côté institué des contrôles à tous les points de passage importants, y compris du franchissement des frontières internationales. Il serait donc impossible à la FORPRONU d'accomplir sa mission de façon satisfaisante et en toute indépendance si elle devait s'installer aux mêmes emplacements que les autorités de Knin.

22. Afin de mettre en oeuvre la résolution 769 (1992) du Conseil de sécurité, le commandant de la Force a demandé aux autorités de Knin de démanteler leur dispositif et de l'éloigner de 500 mètres de celui de la FORPRONU. Le 2 novembre 1992, lors d'un entretien qui a eu lieu à Knin, le soi-disant "Président" de la "République serbe de Krajina", M. Goran Hadzic, a déclaré à la FORPRONU qu'il acceptait sa proposition en ce qui concerne "95 %" des emplacements, c'est-à-dire exception faite de cinq ponts. Le 4 novembre 1992, néanmoins, les autorités de Knin ont déclaré dans une lettre au général Nambiar qu'elles revenaient sur leur position et n'accepteraient pas de se retirer d'aucun de leurs points de contrôle. Elles ont invoqué aussi les droits attachés à leur prétendue "souveraineté". Le général Nambiar continuera d'examiner cette question avec les autorités de Knin en vue de la résoudre dès que possible. La coopération de ces autorités, conformément au paragraphe 3 de la résolution 769 (1992), est indispensable si l'on veut que la FORPRONU applique la résolution du Conseil de sécurité, car elle n'a ni le mandat ni les moyens militaires nécessaires pour la faire respecter.

F. Barrage de Peruca

23. Dans mon rapport du 28 septembre 1992 (S/24600), j'ai évoqué le problème délicat posé par le barrage de Peruca, dont on pensait que la destruction avait été préparée il y a quelque temps. La FORPRONU a pris position au barrage le 14 septembre 1992 et en surveille quotidiennement l'état. Des consultants en génie civil et des experts des mines fournis par un Etat Membre ont effectué deux autres inspections qui ont quelque peu réduit l'alarme. Néanmoins, les autorités de Knin ont déclaré aux experts militaires que d'importantes charges d'explosifs avaient été posées, qu'elles en possédaient le plan de repérage et qu'elles étaient disposées à les enlever. Le

/...

7 novembre 1992, la FORPRONU a officiellement demandé qu'une assistance leur soit fournie le plus tôt possible dans ce domaine, sous leur surveillance. Néanmoins, les autorités de Knin n'ont pas communiqué leur plan de déminage. L'ensemble des informations dont dispose la FORPRONU continue de lui inspirer des inquiétudes. Bien qu'un peu éloignées, les unités de la milice serbe restent aux alentours du barrage, qui continue d'être gardé par la FORPRONU.

G. La Commission mixte

24. Mon rapport du 28 septembre 1992 fait également état de la création et du fonctionnement de la Commission mixte qui, aux termes de la résolution 762 (1992) du Conseil de sécurité, est composée de représentants du Gouvernement croate, des autorités de Knin, de la Mission de vérification de la Communauté européenne et de la FORPRONU, et est placée sous la présidence du chef adjoint de la mission. La Commission a tenu sa 8e séance le 9 novembre. Deux sous-commissions ont été créées et chargées, l'une de la sécurité et du cessez-le-feu, l'autre des questions économiques et humanitaires; elles se sont réunies par intermittence et ont préparé au niveau technique le terrain pour des travaux futurs, mais la Commission n'a pas pu progresser véritablement en raison du manque de volonté politique. A l'issue de sa 8e séance, elle a décidé d'accorder aux parties un délai de réflexion avant de se réunir à nouveau. Aucune autre séance n'a été prévue, mais il a été convenu que les sous-commissions poursuivraient leurs travaux et feraient rapport à ce sujet au Président.

25. La Commission mixte a défini un certain nombre de domaines importants dans lesquels les relations entre les deux communautés peuvent et doivent se normaliser, mais elle n'a pratiquement pas progressé dans la réalisation de ses principaux objectifs, qui consistent à surveiller et à superviser, dans divers domaines, le rétablissement de l'autorité du Gouvernement croate dans les "zones roses". Entre-temps, la présence de la FORPRONU dans ces zones a contribué à stabiliser quelque peu la situation malgré la persistance des actes de terrorisme et la fréquence des violations du cessez-le-feu et des provocations. La résolution 762 (1992) a marqué un compromis entre les deux parties et a contribué à désamorcer une situation qui constituait alors un sérieux danger pour le cessez-le-feu. L'application de cette résolution demeure cependant incomplète et le risque d'une nouvelle crise pourrait réapparaître bientôt.

H. La péninsule de Prevlaka

26. Les 23 et 24 septembre 1992, le chef du Groupe d'observateurs militaires de la FORPRONU a eu des entretiens avec les commandants locaux des armées croates et yougoslaves sur les modalités du retrait de l'Armée yougoslave de la municipalité de Dubrovnik. Ces entretiens ont porté sur la création d'une zone démilitarisée de chaque côté de la frontière entre la Croatie et le Monténégro, prévoyant une phase de retrait d'une durée de 12 jours. Un accord a été entériné par le commandant croate; le commandant yougoslave, par contre, n'était pas habilité à l'approuver. Le texte de l'accord proposé a été

/...

transmis aux autorités croates et aux autorités yougoslaves le 26 septembre 1992; à partir de cette date, la FORPRONU n'a cessé de faire pression sur les parties pour qu'elles approuvent l'accord d'application.

27. Le retrait de l'Armée yougoslave semble avoir commencé vers le 8 octobre 1992, en l'absence de tout accord officiel entre les parties. Ce n'est pas avant le 20 octobre 1992, date convenue par les Président Tudjman et Cosic à Genève, le 30 septembre 1992, pour l'achèvement du retrait que les parties ont cherché à officialiser les arrangements de sécurité qui devaient suivre le retrait. Les limites de la zone démilitarisée des Nations Unies, établie conformément à la résolution 779 (1992), ont été fixées d'un commun accord dans la nuit du 20 octobre 1992 par les Présidents Cosic et Tudjman, réunis sous la coprésidence de M. Vance et de Lord Owen.

28. Le retrait de l'Armée yougoslave a été effectué d'une manière professionnelle. Malheureusement, divers éléments des forces serbes d'Herzégovine orientale semblent avoir occupé les parties du territoire croate, d'où l'Armée yougoslave se retirait. Les hostilités ont commencé entre ces éléments serbes et l'armée croate le 21 octobre 1992, alors que celle-ci tentait d'avancer après le retrait yougoslave. Les combats ont continué jusqu'au 24 octobre 1992, lorsque le commandant croate local a fait savoir aux représentants de la FORPRONU que les forces serbes avaient été expulsées des secteurs croates. Les combats se sont alors étendus à la Bosnie-Herzégovine où, d'après les autorités serbes, les forces croates auraient occupé quelque 39 villages serbes. Les autorités croates ont déclaré que les forces combattant en Herzégovine étaient des forces croates bosniaques du Conseil de défense croate (HVO) et non celles de l'armée croate. Dans une lettre datée du 13 novembre 1992, le Premier Ministre de la République fédérative de Yougoslavie, M. Milan Panic, m'a fait part de la crainte et l'amertume justifiées de la population locale, qui exige des plus hautes autorités de la République fédérative de Yougoslavie qu'elles déploient les unités de l'Armée yougoslave sur leurs anciennes positions afin d'assurer leur sécurité.

29. J'ai néanmoins fait savoir au Conseil, dans ma lettre du 21 octobre 1992 (S/24710), que l'Armée yougoslave avait désormais achevé son retrait de toutes les parties du territoire croate qu'elle occupait, conformément au plan approuvé par le Conseil, et que des observateurs militaires de la FORPRONU étaient stationnés dans la péninsule de Prevlaka, sur laquelle flottait le drapeau de l'ONU. Bien qu'un élément déterminant du plan soit ainsi réalisé, les faits décrits au paragraphe précédent demeurent préoccupants. En outre, il reste à supprimer un poste de contrôle de la police croate situé sur la principale route d'accès dans la zone interdite et à mettre fin aux patrouilles de la police mobile croate.

/...

III. QUESTIONS OPERATIONNELLES : BOSNIE-HERZEGOVINE

A. Commandement de la Force en Bosnie-Herzégovine

30. Le Conseil de sécurité, dans sa résolution 770 (1992) adoptée le 13 août 1992, a exhorté les Etats Membres à prendre, à titre national ou dans le cadre d'organisations ou d'arrangements régionaux, toutes les mesures nécessaires pour faciliter, en coordination avec la FORPRONU, l'acheminement par le HCR et d'autres organisations humanitaires de l'assistance humanitaire à Sarajevo et partout où elle était nécessaire dans d'autres parties de la Bosnie-Herzégovine. A la suite de l'adoption de cette résolution, j'ai proposé un principe général de l'opération dans mon rapport (S/24540) du 10 septembre 1992, selon lequel cette fonction serait ajoutée au mandat de la FORPRONU et assumée par le personnel militaire, sous le commandement du commandant de la Force, opérant conformément aux principes et pratiques établis pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le principe général de l'opération a été approuvé le 14 septembre 1992 par la résolution 776 (1992), aux termes de laquelle la FORPRONU se voyait confier la tâche, en vertu de l'élargissement de son mandat, d'appuyer les efforts déployés par le HCR pour acheminer les secours humanitaires à travers la Bosnie-Herzégovine et, en particulier, d'assurer à la demande du HCR une couverture à l'endroit et au moment où celui-ci le jugerait nécessaire.

31. Pour mener à bien cette tâche, il a été décidé d'instituer, dans le cadre de la FORPRONU, un nouveau Commandement en Bosnie-Herzégovine, devant être assumé par un général de brigade. Ce commandement comprendrait le secteur de Sarajevo, qui continuerait de s'acquitter des tâches découlant de l'accord du 5 juin 1992 concernant l'aéroport, conformément aux résolutions 758 (1992) et 761 (1992), et quatre nouvelles zones, dont les emplacements précis seraient déterminés après reconnaissance du terrain et à l'issue de nouvelles consultations avec le HCR. Il y aurait dans chaque zone une section d'infanterie, jouissant d'un haut degré d'autonomie, qui serait chargée d'assurer la protection des convois organisés par le HCR à l'intérieur de la zone. Il a été déterminé en outre que la présence de certains éléments logistiques et autres éléments de soutien ainsi que de 80 observateurs militaires des Nations Unies et 80 membres du personnel civil serait nécessaire. Il a également été convenu que toutes les ressources additionnelles que nécessiterait cet élargissement du mandat de la FORPRONU seraient fournies sans frais pour l'ONU et que les pays fournissant des contingents ou d'autres Etats Membres, couvriraient par des contributions volontaires les dépenses administratives supplémentaires qu'encourerait l'Organisation.

32. Le 19 septembre 1992, une équipe commune de planification s'est réunie à Zagreb pour organiser le Commandement de la Force en Bosnie-Herzégovine; des officiers supérieurs des pays qui fournissent des contingents y ont rencontré des représentants de la FORPRONU et du HCR pour arrêter un projet de déploiement des bataillons d'infanterie et des unités de soutien. Le général de division Philippe Morillon, alors commandant adjoint de la FORPRONU et à

/...

qui a été confié le Commandement de la Force en Bosnie-Herzégovine, assistait aussi à ces réunions. Ensuite, à partir de ce plan, des détachements d'avant-garde de toutes les unités ont entrepris des opérations de reconnaissance et de liaison, chacune dans sa zone.

33. A la suite de ces missions de reconnaissance, il a été décidé d'installer le quartier général du Commandement de la Force en Bosnie-Herzégovine à Kiseljak, localité située à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Sarajevo et qui commande la plupart des voies empruntées par les convois militaires. L'état-major et les effectifs du quartier général qui ont commencé à arriver à Belgrade le 6 octobre 1992, se sont installés à Kiseljak où le quartier général est désormais en place et pleinement opérationnel. Une unité d'intervention tactique lui a été adjointe sous les ordres du général Morillon à Sarajevo et assure une liaison étroite avec le Gouvernement de Bosnie-Herzégovine.

34. Le 4 novembre 1992, les derniers effectifs du bataillon français sont arrivés dans le secteur de Velika Kladusa, dans le nord-ouest de la Bosnie, et a pris le Commandement du secteur de Velika Kladusa-Bihac. Ce bataillon a sa base logistique à Zagreb. Il n'a pas encore pu se déployer selon ses plans dans le secteur de Bosanski Petrovac car les autorités locales n'ont pas donné leur accord. Le bataillon espagnol devait initialement arriver par mer à Ploce puis se déployer vers Mostar, dans l'ouest de l'Herzégovine. Bien que la Gouvernement croate ait refusé de mettre à sa disposition des installations et des locaux convenables à Ploce, ce bataillon essaie de se déployer dans le secteur de Mostar. Des éléments de la dimension d'une compagnie sont déjà stationnés à Jablanica, dans l'est de l'Herzégovine. Le bataillon britannique, qui est arrivé à Split, sa principale base logistique, a commencé son déploiement vers Vitez et Gornji Vakuf, dans le centre de la Bosnie, et assurera la protection des convois humanitaires à destination de localités de cette région et aux environs de Tuzla, à l'est. Certains éléments de ce bataillon participent déjà à la collecte d'informations au sujet des mouvements de réfugiés en Bosnie centrale, depuis la chute de Jajce, ainsi qu'à la protection des convois dans la mesure du possible. D'autres éléments de soutien du contingent britannique, plus précisément des unités du génie ainsi que des unités logistiques, techniques et médicales seront stationnées à Split, Tomislavgrad et Gornji Vakuf.

35. Jusqu'à présent, toutefois, le détachement précurseur du bataillon canadien arrivé à Daruva, dans le secteur ouest, n'a pas pu reconnaître le secteur de Banja Luka car les autorités serbes de Bosnie lui en ont refusé l'accès. Ce bataillon attend donc l'aboutissement des négociations menées avec les autorités serbes de Bosnie, de façon à pouvoir se déployer rapidement. Les compagnies du bataillon de transport mixte belgo-néerlandais sont aussi arrivées et deux d'entre elles se sont déployées près de Vitez (Bosnie-Herzégovine) et de Pancevo (République fédérative de Yougoslavie). La troisième compagnie, qui doit se déployer à Banja Luka (Bosnie-Herzégovine) attend le résultat des négociations avec le bataillon canadien. Entre-temps, elle pourrait être redéployée temporairement à Netkovic depuis Pleso (Croatie), où elle est actuellement stationnée. En raison des problèmes

/...

mentionnés, le déploiement du Commandement de la Force en Bosnie-Herzégovine risque maintenant d'être retardé. Seuls les bataillons envoyés par l'Espagne et le Royaume-Uni sont actuellement en mesure de protéger les convois dans la majeure partie des secteurs qui leur ont été initialement attribués. Le bataillon français peut le faire, mais seulement dans une zone restreinte moins importante que celle qui lui avait été attribuée au cours des réunions communes de planification.

36. Le déploiement du Commandement de la Force en Bosnie-Herzégovine et des unités constituées qu'il contrôle a donc progressé mais des problèmes budgétaires ont retardé l'envoi des observateurs militaires et du personnel chargé des affaires civiles affectées à ce commandement et qui constituent un complément indispensable aux unités constituées. Les civils, en particulier, auront la tâche importante de fournir au commandant en Bosnie-Herzégovine et à ses effectifs des services administratifs et des avis politiques et juridiques, ainsi que des conseils dans les domaines de l'information et de l'administration. Le quartier général du Commandement a absolument besoin de cet appui pour remplir sa mission en respectant pleinement les règles et principes établis pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU, conformément au plan présenté dans mon rapport du 10 septembre 1992 (S/24540), approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 776 (1992). Les Etats Membres qui ont accepté de fournir des effectifs, du matériel et un soutien logistique au Commandement en Bosnie-Herzégovine, sans frais pour l'ONU, n'ont pas accepté que les dépenses communes du Commandement, qu'ils sont convenus de financer, incluent le coût des observateurs militaires et des fonctionnaires de l'ONU. Il n'a donc pas encore été possible de déployer les observateurs militaires et le personnel civil dont a besoin le Commandement en Bosnie-Herzégovine. Pour éviter d'autres retards, j'ai décidé d'imputer les crédits pour les observateurs militaires et les civils nécessaires sur le budget de la FORPRONU actuellement soumis à l'Assemblée générale. Entre-temps, j'ai demandé au général Nambiar de veiller à ce que le Commandement de la Force en Bosnie-Herzégovine bénéficie de tout le personnel d'appui dans les domaines politique, juridique et administratif, et dans celui de l'information qui pourra être transféré dans d'autres éléments de la mission, pour autant que cela puisse se faire sans perturber gravement l'exécution de ses tâches et compte tenu de la pénurie de personnel civil dont souffrait déjà la FORPRONU même avant l'élargissement de son mandat.

37. Tout au long de la période considérée, le secteur de Sarajevo s'est efforcé de maintenir l'aéroport ouvert et d'assurer son fonctionnement tout en escortant les convois de secours humanitaires de l'aéroport jusqu'à la ville, conformément à son mandat. Des convois ont également été escortés vers des localités plus éloignées, notamment jusqu'à Gorazde. Un total de 1 619 vols humanitaires transportant 19 669 tonnes de fournitures ont atterri sur l'aéroport. Le secteur a également coordonné les efforts visant à rétablir la distribution d'électricité, de gaz et d'eau dans la ville, le personnel de la FORPRONU protégeant les travailleurs civils et effectuant lui-même de nombreuses réparations. Les observateurs militaires de la Force ont continué de surveiller les positions des parties sur les collines entourant Sarajevo,

/...

où étaient concentrées des armes lourdes. En outre, le secteur de Sarajevo a été constamment appelé à fournir un appui aux délégations de haut niveau qui demandaient une escorte armée et blindée lorsqu'elles se rendaient à Sarajevo. Comme ces demandes peuvent détourner les ressources du secteur de sa fonction principale, qui consiste à soutenir les efforts du HCR pour livrer les fournitures humanitaires dont la population a désespérément besoin, j'ai autorisé le commandant de la Force à ne pas accéder systématiquement à toutes les demandes. Je saisis cette occasion pour rendre hommage aux personnels militaire, civil et de la police qui ont servi avec un courage et un dévouement remarquables à Sarajevo où cinq membres de la Force ont été tués, du fait d'actes hostiles, et 87 ont été blessés.

38. Sur la base des accords conclus avec les trois parties de Bosnie-Herzégovine à Genève, la FORPRONU a réussi à créer un groupe de travail militaire mixte, lequel a tenu sa première réunion à Sarajevo, le 23 octobre 1992. Le Groupe est maintenant présidé par le chef d'état-major du Commandement de la Force en Bosnie-Herzégovine et comprend des représentants des trois parties (la présidence de la Bosnie-Herzégovine, les Croates de Bosnie et les Serbes de Bosnie). C'est la première fois que les parties ont accepté de participer à des réunions tripartites à Sarajevo, afin d'examiner les principaux problèmes. Le Groupe de travail a jusqu'à présent tenu six réunions. D'autres sont prévues tous les trois ou quatre jours. Les principaux sujets que le Groupe a examinés jusqu'à présent sont : a) la démilitarisation de certains secteurs de Sarajevo ou de l'ensemble de la ville, b) l'ouverture de routes dans Sarajevo ou menant à cette ville et c) la proclamation d'un cessez-le-feu dans certaines régions de Bosnie-Herzégovine ou sur l'ensemble de son territoire. A la sixième réunion, le 10 novembre 1992, les trois parties ont accepté un cessez-le-feu qu'elles ont signé pour l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine, prenant effet à minuit le 11 novembre 1992.

39. Si la création du Groupe de travail militaire mixte constituait en soi un progrès, les négociations ont été lentes et difficiles. Toutes les parties ont déclaré qu'elles étaient résolues à obtenir des résultats qui pourraient aboutir à la cessation des hostilités et faciliter la fourniture d'une aide humanitaire à l'ensemble de la région en conflit, mais cette détermination déclarée ne s'est pas encore traduite en accords concrets. Jusqu'à présent, les trois parties ont surtout utilisé le Groupe de travail pour présenter leurs points de vue sur différentes questions ou énoncer des conditions qui étaient inacceptables pour les deux autres. L'accord de cessez-le-feu du 10 novembre 1992 était une mesure positive, compte tenu des circonstances, mais il a déjà été violé par toutes les parties à de nombreuses reprises. Il reste à voir si celles-ci souhaitent réellement un tel accord et sont capables d'assurer son application sur le terrain.

40. Il ne faut pas sous-estimer la difficulté de la tâche que la FORPRONU est appelée à accomplir en Bosnie-Herzégovine. Les fréquentes pluies d'automne, qui ont entraîné des inondations et créé des problèmes de mobilité, sont maintenant suivies par des périodes de refroidissement. Il a neigé sur Sarajevo et sur de nombreuses régions montagneuses. Les routes, les ponts et

/...

les chemins de fer ne sont plus entretenus normalement depuis près d'un an. Les combats ont sévèrement endommagé une grande partie de ces infrastructures. De ce fait, bien qu'on ne soit pas encore en hiver, le revêtement des chaussées se détériore, rendant la circulation peu sûre. La neige et la glace rendront de nombreuses routes impraticables. Il en résultera de graves conséquences pour toutes les opérations humanitaires.

B. Interdiction des vols militaires

41. Le 30 septembre 1992, les Présidents Tadjman et Cosic, réunis sous la coprésidence de M. Vance et de Lord Owen, ont accepté en principe le déploiement d'observateurs sur les aérodromes dans leurs républiques respectives, afin de surveiller l'espace aérien de la Bosnie-Herzégovine. Cette décision a été suivie par l'adoption de la résolution 781 (1992) par le Conseil de sécurité le 9 octobre 1992 et par une offre faite par M. Karadzic le 13 octobre 1992 de transférer les appareils militaires sous son contrôle de Banja Luka à la République fédérative de Yougoslavie. Les efforts déployés par les représentants de la FORPRONU pour examiner cette question avec des représentants des autorités yougoslaves et des responsables serbes de Bosnie ont été entravés par l'absence apparente de consensus au sein de la direction serbe, sur l'initiative de M. Karadzic. Enfin, lors des entretiens qu'il a eus avec M. Vance et Lord Owen, le 28 octobre 1992, M. Karadzic a retiré son offre de transfert. Il a dit que les appareils demeureraient dans leurs hangars à Banja Luka et ne prendraient l'air qu'avec l'autorisation de la FORPRONU. Il a également été convenu en principe que les observateurs de la Force seraient autorisés à surveiller les aérodromes contrôlés par les autorités serbes en Bosnie-Herzégovine. Des négociations ont eu lieu à Belgrade le 29 octobre 1992 et un accord d'application sur la surveillance des aérodromes placés sous le contrôle des autorités yougoslaves a été signé le 2 novembre 1992. Les négociations avec les autorités croates en vue de la conclusion d'un accord analogue se sont déroulées avec succès les 27 et 31 octobre 1992 et l'accord a été signé le 1er novembre 1992. Les accords ont été signés au nom de la présidence de la Bosnie-Herzégovine et de la partie serbe de Bosnie à Genève, le 3 novembre 1992.

42. Afin d'assurer la mise en oeuvre rapide de ces accords malgré les problèmes financiers décrits au paragraphe 6 ci-dessus, des observateurs militaires provenant d'autres missions d'observation des Nations Unies existantes ont été déployés pendant la période du 28 au 30 octobre 1992 afin de commencer à surveiller les aérodromes. Ils seront remplacés le 10 décembre 1992 ou vers cette date par 75 observateurs militaires envoyés directement par les pays fournissant des contingents, à la suite de l'adoption de la résolution 786 (1992) du Conseil de sécurité qui autorisait le renforcement de la FORPRONU à cette fin. L'établissement de rapports aussi bien par les observateurs se trouvant sur les aérodromes que par les forces de la FORPRONU déployées sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine ou à proximité, ainsi que la communication par l'OTAN, conformément au paragraphe 5 de la résolution 781 (1992), d'informations obtenues par la surveillance

/...

technique de l'espace aérien de la Bosnie-Herzégovine, devraient permettre d'appliquer effectivement les aspects de la résolution 781 (1992) du Conseil de sécurité relatifs à la surveillance.

43. Dans les lettres que j'ai adressées au Président du Conseil de sécurité les 6 novembre 1992 (S/24783), 13 novembre 1992 (S/24810) et 20 novembre 1992 (S/24840), j'ai transmis, conformément à la résolution 781 (1992), les premiers rapports de la FORPRONU sur l'application des dispositions de cette résolution. Les directives et procédures appliquées par la Force concernant l'autorisation des vols à destination de la Bosnie-Herzégovine ont été annexées à la lettre du 13 novembre 1992. Il ressort des rapports quotidiens reçus depuis lors qu'un certain nombre de violations de l'interdiction de survol auraient été commises par des appareils qui semblaient chercher à éviter d'être détectés par radar.

IV. OBSERVATIONS

44. La situation dans les ZPNU et dans les "zones roses" ne s'est pas améliorée depuis le rapport que j'ai présenté le 28 septembre (S/24600), et dans lequel j'exposais que la FORPRONU obtient de moins en moins de coopération dans la mise en oeuvre du plan de maintien de la paix approuvé par le Conseil. S'il est vrai qu'aucune des parties n'a pleinement tenu ses promesses et qu'elles ont l'une et l'autre agi avec la plus grande légèreté et fait de la provocation, il demeure que si la FORPRONU n'a pas pu faire mieux, c'est d'abord parce que les responsables de Knin défient chaque jour davantage et de plus en plus ouvertement, son autorité et celle du Conseil de sécurité. En refusant d'accepter la démilitarisation des ZPNU et le retour des réfugiés et des personnes déplacées, ces autorités ont remis en cause deux des principes fondamentaux du plan de maintien de la paix approuvé par le Conseil. Il y a lieu d'être particulièrement alarmé car il semble maintenant qu'elles veuillent faire prévaloir dans le secteur ouest, où la FORPRONU avait pourtant enregistré quelques résultats, la brutalité sans loi qui, malgré tous les efforts de la Force, règne déjà dans les secteurs est, nord et sud.

45. Certes, les autorités croates ont de temps à autre créé de nouvelles tensions dans les ZPNU et dans les "zones roses" en faisant des déclarations publiques malencontreuses et en prenant des dispositions militaires qui équivalaient à de la provocation, mais il faut le dire bien nettement, c'est sans conteste à cause des autorités de Knin que le plan de maintien de la paix approuvé par le Conseil de sécurité ne peut se concrétiser. Ce sont ces responsables qui, en abusant des pouvoirs que le plan confère aux autorités locales afin qu'elles maintiennent l'ordre public, ont en fait créé ou perpétué des situations où il n'y a plus de loi et où triomphe le désordre. Ce sont eux qui, au lieu de coopérer avec la FORPRONU pour créer des conditions propices à une négociation où leurs préoccupations légitimes puissent être prises en considération, ont profité de sa présence et de l'arrêt consécutif des hostilités pour affirmer leurs prétentions à se faire reconnaître la souveraineté et la qualité d'Etat. Ce sont eux qui, s'employant à consolider le statu quo dans les "zones roses" au lieu d'aider à

/...

ce que l'autorité de la Croatie puisse s'y rétablir dans le calme, ont refusé de retirer leurs forces de ces zones et ont fait inflexiblement obstacle à l'application intégrale de la résolution 762 (1992).

46. On peut donc se demander ce qu'il convient maintenant de faire pour persuader les responsables de Knin d'honorer les engagements découlant du fait qu'ils ont précédemment déclaré accepter le plan de maintien de la paix (encore que dans certaines de leurs déclarations plus récentes, ils aient remis ce plan en cause). Il avait semblé pendant une brève période que l'amélioration des relations entre Belgrade et Zagreb permettrait peut-être de surmonter les divers obstacles qui empêchent de concrétiser le plan dans les secteurs et dans les "zones roses". Mais c'était un vain espoir. Si l'on ne trouve pas rapidement un moyen de s'assurer la coopération des autorités de Knin, l'opération de la FORPRONU en Croatie va présenter au Conseil de sécurité le même dilemme que d'autres opérations - notamment celle du sud du Liban - où le refus de coopération d'une ou plusieurs des parties a empêché de remplir le mandat à court terme initialement défini, mais où la présence de l'ONU a néanmoins pu limiter les hostilités dans les zones où elle était déployée et adoucir les souffrances de la population civile. Dans des cas comme ceux-là, le Conseil de sécurité est placé devant un choix difficile : soit retirer les forces, en sachant qu'après cela il y aura probablement une reprise des hostilités, ou bien les maintenir en place, en sachant qu'il peut alors se trouver engagé pour une durée indéterminée dans une vaste et coûteuse entreprise, sans être aucunement certain que la tâche pour laquelle l'opération a été mise sur pied sera menée à bien.

47. En Bosnie-Herzégovine également, la situation est inquiétante. Un conflit complexe, caractérisé par la cruauté, continue de faire rage d'un bout à l'autre de la République; d'importantes fractions de la population risquent de n'avoir rien à manger et d'être déplacées pendant l'hiver, qui s'annonce rude. Les résolutions du Conseil de sécurité demandant le retrait hors de Bosnie-Herzégovine des forces étrangères restent en grande partie lettre morte. Selon des informations dignes de foi, l'armée croate se battrait fréquemment dans la République, en particulier en Herzégovine et dans la région d'Orasje. Les forces serbes en Bosnie-Herzégovine, quant à elles, continuent de disposer des moyens logistiques de l'ex-République de Yougoslavie.

48. Il ne faut cependant pas oublier que la mission de la FORPRONU est plus facile en Bosnie-Herzégovine qu'en Croatie. Elle consiste notamment à surveiller qu'il n'y a pas d'infractions à l'interdiction des vols d'appareils militaires. Il est maintenant établi que cela est faisable. Durant les quatre premières semaines de l'interdiction, rien n'a confirmé l'existence d'activités de guerre, bien que l'on ait observé que de nombreux appareils militaires, le plus souvent des hélicoptères, décollent des terrains d'aviation sous l'autorité des Serbes et que régulièrement, la plupart du temps la nuit, des vols non approuvés vont de Croatie vers les zones de Bosnie-Herzégovine sous l'autorité du Gouvernement.

/...

49. L'essentiel de l'activité de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine consiste à aider aux opérations visant à remédier aux souffrances de la population civile. Le secteur de Sarajevo et les équipages concernés méritent qu'on leur rende vivement hommage pour avoir obstinément travaillé à maintenir le pont aérien de Sarajevo pendant l'été et l'automne. Maintenant que l'hiver arrive, ce sont les approvisionnements arrivant par voie terrestre qui occupent davantage. En protégeant ainsi l'acheminement de l'aide humanitaire, les forces de l'ONU en Bosnie-Herzégovine font apparaître une nouvelle dimension des opérations de maintien de la paix. Je ne pense pas que celle-ci impose de réviser les règles qui, comme je l'avais dit précédemment, permettent déjà aux militaires des Nations Unies d'employer la force si des éléments armés veulent les empêcher d'accomplir leur mission. Mais lorsque ces militaires protègent des convois, ils peuvent être obligés de sortir de leur comportement habituel de pacificateurs impartiaux interposés entre deux parties en conflit qui ont l'une et l'autre accepté l'intervention de l'ONU. Ils peuvent se trouver eux-mêmes engagés dans des affrontements avec un élément qui essaie de bloquer, piller ou détruire le convoi qu'ils ont pour mission de protéger. Je surveille de très près cet aspect de la nouvelle opération en Bosnie-Herzégovine et tiendrai le Conseil de sécurité pleinement informé.

50. Les modalités qui ont été convenues pour financer l'élargissement de la FORPRONU décidée par la résolution 776 (1992) sont elles aussi inédites. Le fait d'ajouter à la FORPRONU des contingents dont le financement et l'appui sont entièrement assurés par leur propre gouvernement a suscité quelques difficultés au départ, notamment en ce qui concerne l'autorité dont ils relèvent et le Commandement. J'ai dû demander aux gouvernements qui fournissent ces contingents de m'aider à faire comprendre à tous que les nouvelles unités font partie intégrante de la FORPRONU, sous la haute autorité du commandant de la Force et que les nouveaux arrivés portant les emblèmes des Nations Unies passent sous le commandement de l'ONU dès qu'ils atteignent le secteur de mission. Après cela, leur activité doit à tous égards, qu'il s'agisse des opérations, des questions juridiques ou administratives ou des questions d'information, obéir aux règles de la FORPRONU telles qu'elles ont été établies par le commandant de la Force. Comme on l'a dit au paragraphe 36, le financement d'un personnel civil des Nations Unies, notamment des administrateurs et des observateurs militaires, n'étant pas assuré, le Commandement de Bosnie-Herzégovine ne dispose pas d'un personnel expérimenté pour le guider sur ces sujets pendant qu'il se déploie. C'est pourquoi j'ai décidé de recommander à l'Assemblée générale de financer par des contributions mises en recouvrement auprès de tous les Etats Membres le personnel civil et les éléments d'appui connexes dont le Commandement a besoin. Le personnel nécessaire va maintenant être déployé le plus rapidement possible et je suis persuadé qu'avec la coopération des gouvernements participants, les difficultés initiales dont j'ai parlé seront bientôt aplanies.

51. Pour terminer, je voudrais rendre hommage au commandant de la FORPRONU, le général Satish Nambiar (Inde) et à tous ceux - militaires, police, personnel civil - qui sous sa conduite continuent à accomplir une mission toujours plus étendue de manière exemplaire, dans des conditions d'une

/...

difficulté exceptionnelle et au milieu de dangers extrêmes. Je tiens aussi à remercier les Etats Membres qui ont si volontiers mis du personnel à la disposition de cette opération d'une ampleur sans précédent, en présentant mes condoléances à ceux d'entre eux qui ont vu certains de leurs citoyens mourir ou tomber blessés au service de l'ONU.
